Le Proche-Orient de 1973 à 1990.

De 1973 au début des années 90, le Proche-Orient devient un enjeu stratégique et économique fondamental et la principale zone de tensions de la planète. Les chocs pétroliers font prendre conscience aux Occidentaux de leur dépendance et de la nécessité de réaliser coûte que coûte la paix au Proche-Orient. **Le rêve nationaliste arabe s'effondre**, laissant place à des idéaux islamistes virulents. Mais surtout, la mondialisation progressant, les enjeux pétroliers et géopolitiques deviennent des questions centrales dans les relations internationales.

I. Une arme pétrolière à double tranchant.

I.1. La crise pétrolière redistribue de manière brutale les rapports de force économiques entre Nord et Sud.

· **A partir du choc pétrolier de 1973, ce sont les producteurs de pétrole qui prennent en mains la tarification et le rythme d'extraction.** Mettant en application le slogan des non alignés, ils rétablissent leur souveraineté sur les ressources de leur sous-sol. Les pays industrialisés prennent conscience de leur dépendance et de la nécessité de remédier au gaspillage. Tout ceci s'inscrit dans un contexte de déplacement durable des rapports de force internationaux à l'avantage des pays pétroliers qui appliquent, d'une part, une majoration des royalties (jusqu'à 80 %) et, d'autre part, en Algérie, Libye et Irak entre autres, une politique de nationalisations. La part de la production pétrolière sous contrôle des multinationales baisse de moitié entre 1970 et 1979. On passe d'une situation d'excédent chronique de brut et de bas prix à une situation de pénurie et de hausse.
L'augmentation des prix s'accompagne d'un nouveau partage de la rente pétrolière : les pays producteurs alourdissent la fiscalité, s'appropriant 85 % des bénéfices en 1974, et les royalties augmentent jusqu'à 18 % du prix. Outre les nationalisations pures et simples, les Etats pétroliers prennent des parts croissantes dans le capital des compagnies, qui arrivent à 100 % au Koweït en 1975, puis au Qatar et en Arabie saoudite. Les Majors sont cantonnées dans un rôle qui, même important, en fait des prestataires de services pour les Etats pétroliers (raffinage, transport, distribution, fourniture de technologies).

· **Entre 1964 et 1984,** les revenus pétroliers de l'Arabie Saoudite sont multipliés par 50, ceux de l'Irak par 45. Une des conséquences est **l'apparition des « pétrodollars »,** ces dollars provenant de la vente de pétrole ; on peut les identifier à l'excédent de la balance des paiements courants des pays pétroliers. Ces surplus de l'OPEP représentent 600 milliards de dollars de 1973 à 80.

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 5 pages.

Fiche de connaissances
Le Proche-Orient de 1973 à 1990

Les pétromonarchies investissent cette manne de pétrodollars en Occident beaucoup plus que dans leur propre développement, et la placent dans des banques européennes, en bons du trésor américains ou dans des participations de sociétés occidentales. Le Koweït achète 14 % des parts de Daimler Benz en Allemagne et 10 % de Volkswagen au Brésil. La Libye participe au capital de la FIAT et l'Iran à celui de Krupp. Les ressortissants saoudiens achètent des immeubles à Manhattan ou souscrivent à des bons du Trésor américains... Le recyclage des pétrodollars fournit des liquidités aux banques occidentales, ce qui explique partiellement la dérive inflationniste de la période. Une autre forme de recyclage est l'aide apportée par les pays de l'OPEP à des pays du Tiers-Monde soigneusement choisis, comme le Fonds Arabe d'Aide économique et sociale, ou la Banque Islamique de Développement.

I.2. Une arme qui se retourne contre ses bénéficiaires.

· **Les pétromonarchies sont contraintes de manier prudemment l'arme pétrolière :** en effet, celle-ci se retourne contre eux après le second choc pétrolier de 1979. Il s'explique en grande partie par la révolution iranienne. L'Iran réduit alors sa production de pétrole brut, et ses exportations passent de 6 millions de barils/jour à 400 000. Les tensions sur l'offre provoquent à nouveau l'envol du prix spot. Le second choc n'est pas aussi brutal que le premier, beaucoup plus étalé (le prix du baril augmente « seulement » de 125 % en 12 mois, entre début 1979 et début 1980) mais perturbe durablement l'économie. Le baril d'Arabian Light passe ainsi de 13,5 $ en 1978 à 24 $ en décembre 1979 et 38 $ en 1981. Les effets du choc sont aggravés par la hausse parallèle du dollar qui alourdit la facture des pays importateurs.

· **Les pays du Nord mettent alors en place des stratégies d'économie et de substitution énergétique** (campagne « chassez le gaspi » en France) afin de réduire leur dépendance. La Conférence économique du G7 (EU, Japon, RFA, France, RU, Italie, Canada) tenue à Tokyo en juin 1979 décide de limiter la demande pétrolière à court terme, et de développer de nouvelles sources d'énergie de substitution à long terme. Les pays de l'Agence Internationale de l'Energie adoptent des plafonds pour leurs importations énergétiques en 1980. Le prix de l' « or noir » commence à baisser, provoquant des crises intérieures dans les pétromonarchies. La demande de pétrole, qui a cru de 100 % entre 1963 et 1973, décline de 9 % entre 1973 et 1983. L'Europe diminue sensiblement son taux de dépendance énergétique (moins 25 % pour la CEE).
Les prix deviennent instables et volatiles, et seule une politique volontariste de limitation de sa production par l'Arabie Saoudite empêche les cours de s'effondrer entre 1982 et 1985.

· **Le contre choc pétrolier de 1986 a pour origine la décision unilatérale de l'Arabie Saoudite de cesser de soutenir les cours et d'augmenter sa propre production.** La chute est aussi brutale que l'envol avait été rapide. Le cours du baril, à 40 $ en 1980, chute autour de 10 $ en 1986. Il oscille par la suite entre 15 et 17 $ le baril avec des variations minimes. Cette baisse des prix coïncide avec une baisse des quantités commercialisées. Le

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

contre-choc ramène les prix au niveau de 1974, alors que le prix moyen des produits manufacturés a plus que doublé dans l'intervalle.
Les effets du contre-choc de 1986 sont donc ambigus : radicaux sur le cours de l'inflation, ils compromettent la rentabilité des investissements énergétiques réalisés depuis les années 1970 dans les pays industrialisés (centrales nucléaires, gisements pétroliers en Mer du Nord, en URSS, en Amérique du Nord).

I.3. La crise est un révélateur des difficultés et un accélérateur des divisions du Proche-Orient.

· **Le pétrole a globalement peu bénéficié à la région.** Les pétrodollars sont investis ailleurs qu'au Proche-Orient, ils aggravent également le profond déséquilibre entre quelques pays très riches et peu peuplés et des pays pauvres pléthoriques : par exemple, le revenu national par habitant en Egypte est de 650 dollars contre 13 000 au Koweït. Le pétrole a donc aggravé les divisions du monde arabe. Il existe des pays très peuplés, pauvres, qui ont besoin de la rente pétrolière, comme l'Algérie ou l'Irak. Ce sont des high absorbers à faible capacité d'épargne. Ces pays n'ont pas du tout la même logique que les premiers qui sont des low absorbers.
L'OPEP est la caisse de résonance des divisions du Proche-Orient. Dans les années 1980, elle ne parvient pas à parler d'une seule voix comme en 1973, ne peut dégager de politique commune et perd de son influence, miné par les tensions entre membres (Koweït/Irak) : certains pays de l'OPEP sont favorables à des prix élevés, comme l'Algérie, l'Iran ou l'Irak, qui affichent des prix systématiquement plus élevés que les autres producteurs. Les pétromonarchies, plus proches des Occidentaux, préfèrent baisser les prix pour vendre plus. Elles se rassemblent dans le Conseil de Coopération du Golfe créé en 1981.
De plus, de nouveaux producteurs, telle la Norvège, le Royaume-Uni ou la Russie, remettent en cause l'organisation : on les appelle les NOPEP, c'est à dire les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP , leur production dépasse bientôt celle de l'OPEP.

II. Une paix improbable.

II.1. Les Etats-Unis pratiquent la « diplomatie des petits pas ».

· **Les Etats-Unis mettent en place dans les années 1970 la «stratégie des petits pas »,** selon le terme de Henry Kissinger, qui consiste à assurer des avancées partielles, des ententes bilatérales, avant de parvenir à une paix globale.
Ils amorcent une détente avec l'OLP qui est reconnue par la Ligue Arabe au sommet d'Alger en 1974 comme seule représentante officielle du peuple palestien. En novembre 1974, l'OLP est admise comme membre observateur à l'ONU qui réaffirme le droit du

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 5 pages.

Fiche de connaissances
Le Proche-Orient de 1973 à 1990

peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance par la résolution 323. Arafat promet de renoncer au terrorisme contre Israël.

• La «stratégie des petits pas » aboutit aux **accords de Camp David du 17 septembre 1978**, entre Anouar El Sadate et Menahem Begin, sous l'égide de Jimmy Carter. L'Egypte de Sadate vient de choisir le camp américain, par pragmatisme plus que par conviction idéologique ; les conseillers soviétiques sont expulsés dès 1972. Sous la pression de Washington, Sadate se rend à Jérusalem en novembre 1977, où les travaillistes viennent de céder la place au Likoud, pour proposer la paix aux Israéliens lors du fameux « discours de la Knesset ».
Cette démarche suscite le mécontentement des autres pays arabes et de l'OLP. La signature du traité de paix israélo-égyptien en mars 1979 à Washington a un retentissement mondial. L'Egypte est exclue de la Ligue Arabe, qu'elle ne réintègrera qu'en 1987. Le premier volet des accords prévoit la paix et les modalités du retrait israélien du Sinaï (complètement évacué en 1982). Le second volet prévoit des négociations visant à doter la Cisjordanie et Gaza d'un statut autonome pour cinq ans, tout en restant sous occupation. Mais Begin n'est pas disposé à reconnaître l'identité nationale palestinienne.
La réaction des pays arabes et de l'OLP est très négative : la Syrie, la Libye, l'Irak, l'Algérie, le Sud-Yémen et l'OLP forment le « front du refus » soutenu par l'URSS et rompent les relations diplomatiques avec l'Egypte. Le raïs égyptien est assassiné le 6 octobre 1981 par les Frères Musulmans alors qu'il commémorait la guerre de Kippour.

II.2. La poursuite des tensions israélo-palestiniennes.

· **La démarche de Sadate ne met pas fin au conflit israélo-arabe.** Après « Septembre Noir » (septembre 1970), le massacre de combattants palestiniens par le pouvoir jordanien, l'OLP est affaiblie et ses bases territoriales jordaniennes et libanaises sapées. Arafat et ses hommes sont expulsés de Beyrouth. L'OLP réduit ses ambitions à l'établissement d'un Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie.
C'est justement dans les territoires occupés que renaissent les affrontements. En décembre 1987, à la suite d'un incident à Gaza, débute spontanément la première Intifadah ou « guerre des pierres » (1987-93) : les Palestiniens de Gaza, souvent très jeunes, affrontent les soldats israéliens en leur jetant des pierres, ce qui entraîne une répression israélienne permanente. En novembre 1988, Yasser Arafat proclame à Alger la création d'un Etat indépendant de Palestine qui aura Jérusalem comme capitale. Mais il reconnaît également le droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues et renonce à la Charte de 1964 qui lui déniait toute légitimité. Toutefois, le soutien de l'OLP à Saddam Hussein entame à nouveau sa crédibilité dès 1990.
D'autre part, le mouvement palestinien se divise. Un nouveau mouvement, le Hamas (« enthousiasme ») naît au moment de la première Intifadah. Mouvement de résistance islamique, il est créé par les Frères Musulmans dans les territoires occupés. Très déterminé à la lutte contre Israël, y compris par la terreur, il a une audience chez les pauvres et concurrence l'OLP par un discours religieux radical.

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.